

Votations

3

Non à une loi dictée  
par l'industrie  
de l'armement!

En mouvement

7

Autoroute A412:  
« du Reblochon,  
pas du goudron! »

Technologie

8

L'intelligence  
artificielle accélère  
le ravage écologique

Féminisme

12

La gratuité  
contraceptive,  
un premier pas

# GENOCIDE

Édito

## PALESTINE: CONTRE LA BANALISATION, RENFORÇONS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

**L**e nettoyage ethnique, qui n'a jamais cessé depuis la Nakba en 1948, s'est intensifié de manière extrêmement barbare ces trois dernières années. Aux yeux de toutes, la guerre génocidaire menée par

l'État d'apartheid israélien se poursuit, malgré le soi-disant cessez le feu qui n'a fait que banaliser l'incessante violence.

Aujourd'hui, près de 90 % de la population de Gaza a été déplacée et le décompte officiel

des mortes s'élève à plus de 74 000 – et monte à 200 000 selon certaines estimations. En Cisjordanie, les autorités d'occupation, les colons et l'armée renforcent continuellement leur emprise en établissant de

nouvelles colonies. L'occupation israélienne des territoires libanais et syriens s'est également accrue, accompagnée par des politiques de nettoyage ethnique transformant ses territoires en *no man's land*.

Plus globalement, le génocide s'est progressivement développé en guerres impérialistes, contre le Liban et l'Iran, tandis que des bombardements criminels menés par Washington et Tel Aviv visent de nombreux pays de la région, dont le Yémen. ➔

Écologie

4

42 000 PERSONNES DANS LA RUE: SUCCÈS D'ÉTAPE POUR « PAS D'ÉTÉS À 50°C! »

Le gouvernement fascisant de Netanyahu ne pourrait déployer sa violence coloniale sans le soutien des États-Unis et des principales puissances occidentales. Car en dépit des grandes déclarations, aucun ne cherche le bien-être des populations locales – bien au contraire. Leur objectif est d'imposer par la violence un ordre régional dominé par Washington et Tel-Aviv.

Contre l'expansion de l'hégémonie américano-israélienne au Moyen-Orient, nous devons intensifier les mobilisations. L'impunité de l'État colonial israélien ne cessera pas sans une pression populaire continue à travers le monde !

Dénonçant la responsabilité et la complicité de nos États, notre priorité reste la rupture de toute relation politique, économique et militaire avec Tel Aviv. Nous devons imposer des sanctions contre les autorités coloniales israéliennes et les institutions complices, comme l'exigent les campagnes de boycott, désinvestissement, sanctions (BDS). Pour y parvenir, multiplions nos formes de résistances et d'actions – avec toujours comme ambition l'extension et la massification du mouvement international de solidarité avec la Palestine. Luttons pour l'organisation collective la plus large possible, dans nos sociétés et sur nos lieux de travail, afin de mettre nos classes dirigeantes sous pression !

Nous faisons toutefois face à un défi. Du fait de l'engagement pour d'autres causes locales, de la répression et des reconfigurations internationales, comme l'agression impérialiste en Iran, les mouvements de solidarité internationale font face à un reflux. Souvenons-nous de l'ampleur de la mobilisation de ces dernières années. Occupations, grèves, campagnes, flottilles et caravanes : toutes ont existé au-delà de nos divergences.

La cause palestinienne a favorisé la revitalisation de nos structures de résistance locales contre ce système mondial autoritaire et inégalitaire. C'est notre devoir de la garder au cœur de nos mobilisations !

En luttant pour la Palestine, la Palestine nous offre les moyens de construire une société alternative, démocratique et égalitaire. Nos destins sont liés.

Joseph Daher

# AGENDA

| Genève                           |   |                        |
|----------------------------------|---|------------------------|
| JE 29                            |   | OCT                    |
| RASSEMBLEMENT LOI CLIMAT         |   |                        |
| 16 h 30 Hôtel de Ville           |   |                        |
| SA 31 OCT                        | & | DI 1 <sup>er</sup> NOV |
| CONGRÈS DE SOLIDARITÉS           |   |                        |
| GENÈVE                           |   |                        |
| (Réservé aux membres)            |   |                        |
| SA 14                            |   | NOV                    |
| MANIFESTATION CONTRE L'AUSTÉRITÉ |   |                        |
| Infos à suivre                   |   |                        |

| Vaud                                                                 |  |     |
|----------------------------------------------------------------------|--|-----|
| SA 10                                                                |  | OCT |
| MANIFESTATION : SOUTIEN À LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN             |  |     |
| 15 h Place de la Riponne, Lausanne                                   |  |     |
| JE 29                                                                |  | OCT |
| BLOQUER LE CŒUR DU CAPITAL : LA GRÈVE FÉMINISTE COMME OUTIL DE LUTTE |  |     |
| Conférence de Fanny Gallot                                           |  |     |
| 19 h La Datcha, Lausanne                                             |  |     |
| International                                                        |  |     |
| SA 10                                                                |  | OCT |
| CONVERGENCE CYCLISTE CONTRE L'AUTOROUTE A412                         |  |     |
| Départ 9 h 30 Gare de Chêne-Bourg                                    |  |     |

## SOLIDARITÉS AVEC LES LYCÉEN·NES EN LUTTE EN FRANCE

Ces derniers jours, une mobilisation lycéenne secoue la France. Les revendications sont claires : davantage de moyens pour l'éducation, pas d'école à deux vitesses entre les lycées privilégiés et les institutions délaissées et délabrées, l'abrogation de Parcoursup et plus globalement la lutte contre les inégalités scolaires qui affectent les écoles françaises.

Avec ces élèves, des milliers de salarié·es descendent dans les rues pour défendre l'essentiel. Solidarités affirme son plein soutien aux lycéen·nes mobilisé·es pour un meilleur avenir !

**Contre l'austérité, la violence et la misère !**  
Ces dernières années, le gouvernement macroniste a multiplié les attaques contre les services publics et les classes populaires de France. Des Gilets jaunes en 2018, aux mobilisations contre la réforme des retraites et en réponse à l'assassinat de Nahel en

2023, en passant par le mouvement des agriculteur·ices en 2024, les révoltes populaires et sociales n'ont de cesse de s'y opposer. Aujourd'hui, c'est la jeunesse française qui pave le chemin de la lutte contre l'ordre capitaliste !

**En Suisse aussi, lutter pour l'éducation publique**  
Si la situation en Suisse est moins catastrophique, l'austérité générale met l'éducation publique sous tension : augmentation du nombre d'élèves par classe, diminution des moyens pour les mesures d'inclusion, baisses des salaires des enseignant·es et des remplaçant·es, etc. Contre ces politiques de classe, les étudiant·exs appellent à une grève de la jeunesse contre la militarisation et l'austérité du 20 au 22 novembre prochain. Solidarités se tiendra à leurs côtés, comme elle se tient aux côtés de la jeunesse française !  
Communiqué de Solidarités, 7.10.2026

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·icex, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités !  
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !  
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements  
→ Par Twint, en scannant ce QR code



|                                                  |                                                  |
|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Impressum                                        | Guillaume Matthey                                |
| Éditeur                                          | José Sanchez                                     |
| Journal Solidarités                              | Pierre Raboud                                    |
| Case postale 2089                                | Leôn Violet                                      |
| 1211 Genève 2                                    | Relecture                                        |
| T +41 22 740 07 40                               | Luna Allou                                       |
| E journal@solidarites.ch                         | Pierre Conscience                                |
| W solidarites.ch/journal                         | Nathalie Delbrouck                               |
|                                                  | Antoine Dubiau                                   |
|                                                  | Anouk Essayd                                     |
|                                                  | Laura Gönczy                                     |
|                                                  | Dominique Matthey                                |
|                                                  | Maquette et mise en page                         |
|                                                  | Niels Wehrspann                                  |
|                                                  | Couverture                                       |
|                                                  | Niels Wehrspann                                  |
|                                                  | Demandes d'abonnement et changements d'adresse : |
|                                                  | ▶ abos@solidarites.ch                            |
| Abonnements                                      | fr. 80                                           |
| Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...            | 40                                               |
| Soutien                                          | 150                                              |
| 3 mois à l'essai                                 | Gratuit !                                        |
| Pour payer :                                     | CCP 17-216950-1                                  |
|                                                  | IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1                  |
| Demandes d'abonnement et changements d'adresse : |                                                  |
| ▶ abos@solidarites.ch                            |                                                  |
| Contacts régionaux du mouvement                  |                                                  |
| Genève                                           | Neuchâtel                                        |
| 25, rue des Gares                                | Case postale 3105                                |
| Case postale 2089                                | 2001 Neuchâtel                                   |
| 1211 Genève 2                                    | T +41 79 473 83 81                               |
| T +41 22 740 07 40                               | E ne@solidarites.ch                              |
| E info@solidarites.ch                            | W solidarites.ch/ne                              |
| W solidarites.ch/genève                          |                                                  |
| Vaud                                             |                                                  |
| 5, place Chauderon                               | 1003 Lausanne                                    |
|                                                  | T +41 79 402 28 74                               |
|                                                  | E vaud@solidarites.ch                            |
|                                                  | W solidarites.ch/vaud                            |



Le Conseiller fédéral Martin Pfister en visite à l'usine Rheinmetall de Zürich en compagnie de la ministre de la défense autrichienne, 6 juillet 2026.

DDPS

## Un marché faussement en berne

Évidemment, ces modifications ne tombent pas de nulle part. Dès 2022, la droite a commencé son travail de démantèlement de la LFMG. Son argument : les pays alentours ne veulent plus commercer avec la Suisse, car nos règles sont trop strictes. Pourtant, les chiffres d'exportations d'armes ne font que grimper. En 2025 l'industrie de l'armement a réalisé la deuxième meilleure année de son histoire. Les premiers chiffres de 2026 s'annoncent encore meilleurs. Son lobby est quant à lui surreprésenté au sein du Parlement : Swissmem et l'Alliance sécurité, les deux principaux acteurs du domaine, se sont même vantés d'avoir rédigé le nouveau texte de loi !

Pour défendre cette nouvelle loi, Swissmem prétend que l'industrie suisse de l'armement serait au bord de l'effondrement et que sans cet assouplissement, de nombreux emplois seraient supprimés. Pourtant, comme le montrent les chiffres, la période est particulièrement faste. Loin d'émaner d'une préoccupation soudaine pour le sort des travailleuses, cet argument n'est qu'une menace que la droite brandit dès que l'on essaye de faire passer les vies humaines avant le libre marché et les intérêts du patronat.

Quand il s'agit de se battre sur le terrain contre les licenciements massifs ou pour défendre les conditions de travail, les mêmes qui prétendent vouloir sauver des emplois sont soudainement bien muets.

Ne nous laissons pas berner par ces arguments : pour l'industrie de l'armement, l'objectif de cette révision est bien de profiter pleinement de la tendance mondiale au réarmement et des guerres qui secouent le globe.

Le vote sur la modification de la LFMG aurait même dû avoir lieu en même temps que l'initiative sur la neutralité. Mais à la suite de fortes pressions du lobby de l'armement, la votation sur la LFMG a été décalée pour éviter que les questions de neutralité et d'exportations d'armes soient débattues ensemble. Comment l'UDC aurait pu faire voler sa colombe de la paix, tout en soutenant l'envoi d'armes à des régimes génocidaires ?

Mobilisons-nous en masse ce 29 novembre contre une loi dictée par l'industrie de l'armement, qui nous rend directement complices des guerres et génocides !

Pauline Schneider Rayyân Rehouma  
secrétaires politiques du GSSA

National Votations Armée MATÉRIEL DE GUERRE

# NON À UNE LOI DICTÉE PAR L'INDUSTRIE DE L'ARMEMENT!

Le 29 novembre, la population suisse se prononcera sur une modification de la loi sur le matériel de guerre (LFMG). Entre non-respect de la démocratie et intervention de la bourgeoisie sous la Coupole, le débat touche directement à la complicité de la Suisse dans la perpétration de crimes contre l'humanité – prolongeant donc le débat sur la neutralité.

**F**in novembre, nous voterons sur un assouplissement de la loi sur le matériel de guerre (LFMG). Depuis l'entrée en vigueur du contre-projet à l'« initiative correctrice » en 2022, les forces bourgeoises mettent la pression au Parlement pour assouplir la loi sur les exportations d'armes. Cette nouvelle loi balaie non seulement les acquis du contre-projet, mais supprime également toute forme de contrôle sur les exportations d'armes suisses. Elle illustre ainsi le refus de la bourgeoisie de toute régulation et intervention publique : s'il s'agit d'un principe du dogme libéral, il se traduit ici pas un pas de plus dans la complicité avec des crimes de guerre.

## Un business de guerre fait d'exceptions aux règles

Cette révision comporte trois modifications majeures. Premièrement, la suppression de la clause de non-réexportation, qui empêche

les armes suisses de finir dans des zones de guerre. Proposée au nom du soutien militaire à l'Ukraine, la droite a finalement expressément exclu cette dernière de la loi pour s'assurer du soutien de l'UDC. L'argument de l'Ukraine n'a donc été utilisé que comme un prétexte pour permettre une libéralisation totale des exportations d'armes.

Cette nouvelle brèche augmente considérablement le risque de transferts de matériel militaire suisse vers des groupes terroristes ou des régimes qui bafouent les droits humains. Les États-Unis faisant partie des principaux acheteurs d'armes suisses, la probabilité est réelle qu'ils les transfèrent ensuite à l'armée israélienne, qui les utilisera dans le génocide à Gaza. De même que le risque de voir des armes suisses finir entre les mains des criminelles Forces de soutien rapide au Soudan par l'intermédiaire des Émirats Arabes Unis.

Deuxièmement, cette nouvelle loi souhaite permettre à une liste d'États de recevoir du matériel militaire suisse même en cas d'implication dans un conflit armé. Sur cette liste figure actuellement la majorité des pays européens ainsi que les USA et l'Argentine. Le Conseil fédéral peut déjà y ajouter d'autres pays à sa guise : cet été, il a même fait passer le nombre d'États de 25 à 36 ! Cela va à l'encontre de tous les principes de neutralité et de responsabilité internationale : en soutenant militairement un belligérant, la Suisse participe aux guerres.

Finalement, une compétence dérogatoire pour le Conseil fédéral serait instaurée. En plus des nouvelles règles excessivement laxistes, ce dernier pourrait décider d'envoyer directement du matériel militaire à n'importe quel pays, sans avoir besoin de l'aval du Parlement.

# 42 000 PERSONNES DANS LA RUE: SUCCÈS D'ÉTAPE POUR «PAS D'ÉTÉS À 50°C!»

Un renouveau des mobilisations de rue autour du climat a commencé à prendre corps dans quatorze villes suisses ces dernières semaines. Un premier succès d'étape pour le mouvement «Pas d'étés à 50°C!» qui rassemble désormais plus de 170 organisations, en réponse à l'appel lancé en pleine canicule par solidaritéS. Et maintenant ?

**A**près l'été le plus chaud jamais mesuré, ses canicules hors normes, sa sécheresse interminable, ses orages violents et plusieurs méga-feux en Europe, la rue a riposté face à l'absence de réponse politique à la hauteur des enjeux.

Vendredi 18 septembre, c'est Saint-Gall (500 personnes) qui lançait les manifestations. Samedi 19, Genève (7000) et Lausanne (12 000) ont défilé, puis le lendemain, Fribourg (2000).

Le 25 septembre, les manifestations à Zurich, Berne, Bâle, Baden, Bienne, Zoug, Coire, Thoune, Lucerne et Bellinzone ont rassemblé environ 20 000 personnes.

Enfin, vendredi 2 octobre, Neuchâtel fermait la marche (près de 2000, lire ci-contre). En tout, ce sont donc plus de 42 000 personnes qui ont défilé pour exiger de protéger le climat et la population

## Un mouvement large

En mettant sur pied en quelques semaines, durant l'été, l'une des plus grandes mobilisations sur ce sujet depuis plusieurs années, la coalition «Pas d'étés à 50°C!» a réussi à remobiliser autour de cet enjeu existentiel et remettre le sujet à l'agenda médiatique. Une réussite, même si, après un tel été, on aurait pu souhaiter encore davantage de monde. Mais pour qu'une mobilisation de rue puisse se transformer en mouvement social capable de peser dans la durée, il faudra donner des suites concrètes à ce premier élan en s'appuyant sur ses réussites et en travaillant sur ses lacunes.

Parmi les succès d'étape à relever pour cette large alliance, on notera son effet d'entraînement sur des organisations qui, sauf exception, n'étaient jusque-là que relativement peu impliquées sur les thé-

matiques climatiques. Par exemple, l'engagement des syndicats et de certaines organisations paysannes dans la coalition est à saluer.

Avec les effets désormais perceptibles de la catastrophe climatique sous nos latitudes, la protection des travailleur·ses face aux événements extrêmes, mais aussi la survie de l'agriculture et des conditions d'existence des paysan·nes, deviennent désormais des enjeux très concrets et immédiats.

Nous devons maintenant œuvrer à ce que les organisations membres de la coalition ne retournent pas simplement à leurs activités habituelles mais restent liées à celle-ci.

## Le capitalisme et Rösti en ligne de mire

Qu'en est-il des revendications vues et entendues dans la rue ? Si, comme lors des précédentes vagues

de mobilisations, certaines pancartes humoristiques voire dépolitisées ont continué de fleurir («*Les Bronzés ne feront plus de ski*»), le public était beaucoup plus divers et intergénérationnel qu'à l'époque des Grèves du Climat. De nombreux slogans pointaient clairement le capitalisme, les banques et l'obstruction des politiques de droite et d'extrême-droite, notamment à travers la figure d'Albert Rösti, épinglé un grand nombre de fois.

La responsabilité de la place financière et des multinationales suisses a été pointée à de nombreuses reprises. Un rappel toujours nécessaire face aux propos encore tenus dans l'émission «*Mise au point*» (RTS, 20.09.2026) par Benjamin Roduit (Le Centre), selon qui la Suisse ne peut «*rien faire*» pour freiner la hausse des températures et par la vice-présidente de l'UDC Céline Amaudruz selon qui la Suisse ne pèserait que pour «*1/1000<sup>e</sup>*» des émissions «*au niveau de la planète mondiale*» (sic). En réalité, si l'on compte nos émissions importées et celles liées à notre place financière et aux multinationales suisses, notre pays influe sur 2 à 3 % des émissions mondiales, soit l'équivalent du Brésil ou du Japon. La coalition a d'ailleurs publié une vidéo de réponse ce sujet.

## Début de la fin pour l'écologie dépolitisée ?

Si le manifeste de la coalition fait figurer la «*transformation en profondeur du système économique*» comme l'un des axes centraux pour réduire les émissions et que la nécessité d'en finir avec les «*politiques d'austérité*» fait partie des revendications, comment expliquer que celui-ci ait été signé sans hésiter par des organisations ayant souvent refusé de se «*mouiller*» sur ces questions, sans parler des partis de gauche gouvernementale qui participent parfois à l'accompagnement voire, dans certains cas, à la mise en œuvre de politiques d'austérité ?

Nous voulons y voir le signe d'une certaine radicalisation imposée par l'urgence climatique et ses conséquences concrètes. Car lorsqu'on voit les coupes budgétaires fédérales prévues dans les transports publics régionaux ou encore les coupes dans les budgets des soins alors les canicules rendent toujours plus cruciale la prise en charge des personnes vulnérables, il devient évident qu'on ne résoudra les enjeux écologiques qu'en défendant pied à pied les budgets d'investissement et pour

La manifestation à Lausanne





La manifestation à Genève

les services publics, en faisant payer les principaux pollueurs.

On peut parier qu'à mesure de l'aggravation de la situation climatique et de l'augmentation des tensions sur les ressources physiques et les limites planétaires, plus la clarification opérera et moins l'écologie « dépolitisée » trouvera un écho. Et plus ces questions deviendront déterminantes dans l'ensemble des batailles sociales et politiques. Ainsi, les mobilisations dans les lycées en France de ces dernières semaines trouvent notamment l'une de leurs racines dans les chaleurs insupportables subies dans les salles de classes cet été.

Mais cette politisation des enjeux dépend de notre capacité à renforcer un mouvement social capable de rappeler qu'il n'existe pas de solution à la crise écologique dans le cadre d'un système prêt à sacrifier nos vies pour les profits de quelques-uns.

#### Faire converger les luttes

Le mouvement travaille déjà sur la suite : une pétition reprenant les grandes lignes du manifeste de la coalition est à signer (sur [act.campax.org/p/50degres](http://act.campax.org/p/50degres)) et sera déposée aux Chambres fédérales dans le courant de l'automne.

À Genève, une assemblée ouverte a déjà réuni mercredi 30 novembre plus de 90 per-

sonnes, provenant d'horizons très divers, mais déterminées à poursuivre la mobilisation ensemble. L'assemblée a retenu notamment trois grandes pistes : organiser une grande manifestation de rue au printemps, précédée d'ateliers et conférences et suivie d'un moment festif; lancer une initiative populaire taxant les hyper-riches pour financer des mesures de fraîcheur ou encore cibler systématiquement les grandes entreprises polluantes dans nos actions futures.

La suite du mouvement, notamment à l'échelle romande mais aussi du pays, reste à écrire.

Thibault Schneeberger

À l'échelle fédérale, c'est l'augmentation des budgets militaires qui vampirisent les budgets du service public de la formation, de la recherche et de la lutte contre le réchauffement climatique.

Sur le plan cantonal, l'initiative du PLR pour 10 % de réduction des impôts, les stocks pleins de l'industrie du luxe et la pauvreté relative de la population neuchâteloise forment autant de menaces sur la capacité de l'État à financer son activité soumise à un sévère frein à l'endettement.

Face à un exécutif cantonal où PS et Vert-es dominant, une réponse syndicale autonome est fondamentale, alors que les logiques austéritaires sont des réflexes pour une majorité des milieux dirigeants neuchâtelois. Ce sont ces constats qui nous ont amené à mobiliser dans le temps budgétaire, à la rentrée politique et universitaire. Cela explique également le caractère un peu détaché du reste de la coalition « Pas d'été à 50 °C ». La suite de la mobilisation s'organisera au travers de la grève de la jeunesse contre l'austérité et la militarisation du 20 novembre et le comité de crise qui rassemble les forces de gauche au sens large.

Dimitri Paratte

#### Neuchâtel

## CONVERGENCES CONTRE LA LOGIQUE DU CAPITAL

Dernière en date des manifestations « Pas d'été à 50 °C », Neuchâtel a connu sa mobilisation le 2 octobre 2026 avec certaines spécificités et succès. Le cortège a été animé par environ 2000 personnes autour de trois revendications : pour la justice, contre l'austérité et le militarisme.

Ce triptyque, plutôt que l'exigence agitative purement climatique, plonge son origine dans une mobilisation planifiée depuis ce printemps. En effet, les étudiant-es et salarié-es de l'Université et des Hautes écoles se mobilisent dans leurs organisations propres et avec le SSP depuis deux ans pour combattre les coupes dans la recherche.

#### Fribourg

#### Austérité

## À FRIBOURG AUSSI, L'AUSTÉRITÉ COMME HORIZON

Le conseil d'État fribourgeois a annoncé son projet de budget 2027, qui poursuit une trajectoire austéritaire pourtant refusée en votation populaire.

Le budget 2027 présenté par l'exécutif fribourgeois fin septembre poursuit la voie de la rigueur austéritaire : il maintient les cadeaux fiscaux octroyés aux entreprises et aux plus riches, privant les caisses de l'État de près de 200 millions de francs par an.

Dans le même temps, le projet maintient certaines mesures prévues dans le PAFE (programme d'assainissement des finances de l'État), comme le gel de la revalorisation des salaires des travailleur-ses de la santé.

Enfin, pour l'ensemble des travailleur-ses de la fonction publique et parapublique, le conseil d'État prévoit une hausse des salaires limitée à 1%, un taux bien inférieur à l'inflation. Les salaires réels continuent donc de diminuer.

Pourtant, à la suite d'une mobilisation historique, qui avait mené à un référendum soumis au vote en mai 2026. La population ayant le droit de vote avait rejeté à près de 70 % la destruction des services publics, en refusant les mesures d'austérité du PAFE. Malheureusement, le référendum ne pouvait porter que sur la loi d'application du programme austéritaire, ce qui explique que certaines mesures soient maintenues, au mépris de la volonté populaire.

Le SSP exige l'abrogation de toutes les mesures du PAFE, conformément aux résultats de la votation de mai dernier. Le syndicat revendique également une hausse des salaires de 3 % pour compenser l'inflation, et notamment la hausse délirante des primes d'assurance-maladie.

Nous continuerons de nous mobiliser pour défendre nos services publics, notamment par la grève féministe du 14 juin prochain !

Anouk Essayd



Nicolas Mercier,  
Élodie Lopez,  
Agathe Raboud  
Sidorenko,  
Mathilde Marendaz,  
Pierre Conscience,  
Joëlle Minacci  
et Lilian Schibli.

Marco Lopez

Vaud Élections Austérité

## SEPT CANDIDATURES POUR UNE RUPTURE SOLIDAIRE

Ensemble à Gauche Vaud présente un ticket à sept pour l'élection au Conseil d'État du 28 février 2027.

**F**in septembre, l'Assemblée générale d'Ensemble à Gauche Vaud a choisi sept candidat·es pour l'élection du Conseil d'État, provenant des quatre coins du canton. Pour solidaritéS, Pierre Conscience, enseignant et nouvellement député au Grand conseil et Lilian Schibli, économiste au syndicat Unia; Pour décroissance-alternatives, Joëlle Minacci, travailleuse sociale,

chargée de recherche à l'HETSL, députée, conseillère communale et Elodie Lopez, enseignante et députée; Mathilde Marendaz, doctorante en géographie et en criminologie, députée et conseillère communale de Solidarité & Écologie; Nicolas Mercier, chef de projet à la Ville d'Yverdon-les-Bains et membre de la nouvelle section morgienne d'Ensemble à Gauche;

Agathe Raboud Sidorenko, comédienne, médiatrice culturelle, qui avait obtenu 7,7 % au lors de l'élection complémentaire au Conseil d'État en mars dernier.

### Scandales et politique scandaleuse

Les élections cantonales surviendront après cinq années de scandales, de graves dysfonctionnements et conflits d'intérêt au sein du gouvernement vaudois, de casse des services publics au profit des plus fortuné·es, de dérive sécuritaire et d'absence de mesures adaptées à la crise écologique.

Ces dernières années pourtant, de larges pans de la population se sont à maintes reprises mobilisés contre l'austérité, le génocide en Palestine, les violences policières et, plus récemment, contre l'inaction climatique.

Dans ce contexte, il est impératif de présenter une gauche de rupture face à la politique d'accompagnement menée par PS et les Vert·es. Une bonne partie des député·es du premier se sont abstenu·es lors du vote sur la baisse d'impôts de 7 % en 2024 et les seconds ont accepté le budget austéritaire 2026. Mais il s'agit aussi et surtout de s'opposer fermement à une droite largement radicalisée dans sa volonté de destruction des services publics, comme en témoigne l'initiative dite « 12 % » acceptée le 27 septembre dernier.

### De l'argent, il y en a...

Ces candidatures permettront de mobiliser largement la population autour de mesures répondant directement à ses besoins : caisse maladie cantonale publique, gratuité des transports publics régionaux, sobriété énergétique dans la construction, salaire minimum à 4500 francs, revalorisation salariale des secteurs de la santé et du social, automaticité des prestations sociales.

Pour financer ces mesures, nous défendons l'augmentation de la progressivité des impôts sur le revenu et la fortune des plus riches, l'abolition du bouclier fiscal ainsi que la suppression du frein à l'endettement. De l'argent il y en a... dans les caisses du patronat. Utilisons-le pour garantir une vie digne à l'ensemble des habitant·es du canton dans le respect des limites planétaires!

Térence Durig

Genève Éducation Austérité

## FAIRE PAYER AUX ÉTUDIANT·EXS LA FISCALITÉ DE DROITE

Le 17 septembre, le gouvernement genevois présentait son budget (austéritaire) pour 2027. Dans son paquet de coupes et d'économies de bouts de chandelle, une hausse des taxes d'études pour l'Université de Genève, de 500 à 750 francs par semestre.

**A**lors que le 27 septembre la population genevoise refusait le projet de coupes prévues par Anne Hiltbold – la conseillère d'État en charge de l'éducation – pour la HES-SO, le gouvernement, cette fois uni en bloc, propose une nouvelle série de mesures touchant l'ensemble de l'État, et au passage, l'université de Genève (Unige).

### Économie risible, précarité massive

Comme le souligne la CUAE (le syndicat étudiant de l'Unige) dans un article publié sur son site, l'économie réalisée par le gouvernement par ce biais représente une somme risible en regard des 500 millions que celui-ci cherche à combler. Pourtant, si faible que cette mesure puisse paraître en regard du

budget de l'État de Genève, elle représente un coup de massue pour les innombrables étudiant·exs précaires. Les chiffres de l'Observatoire de la vie étudiante soulignent que 21 % d'entre eux peinent d'ores et déjà à boucler les fins de mois.

Le Rectorat de l'Unige est resté jusqu'à présent bien silencieux sur la question. On attend pourtant de la Rectrice, Audrey Leuba, qu'elle adopte une position combative et qu'elle s'y oppose avec force devant le Conseil d'État.

### Derrière l'austérité, la privatisation

Il s'agit aussi de replacer ce projet dans le contexte général d'austérité. Ces dernières décennies, les majorités de droite, à Genève comme ailleurs, n'ont cessé de vider les caisses publiques au profit des plus riches dans un

projet au long terme d'affaiblissement de l'État au profit du secteur privé. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, on observe cette tendance tant dans le transfert des coûts vers les étudiant·exs par la hausse des taxes – processus déjà largement entamé dans tout le reste du pays et déjà mis en place pour les HES genevoises – que dans l'insertion du privé dans le domaine de la recherche. Le secteur privé finance en effet de plus en plus celle-ci et réoriente les institutions de l'enseignement supérieur – loin de leur mission initiale d'œuvre pour le bien commun – vers la recherche du profit.

Il faut donc s'opposer à cette hausse ciblée dans le domaine de l'éducation, mais également au reste du projet de société porté par la droite, sans quoi, on ne fera que repousser l'inévitable.

Clément Bindschaedler

# « DU REBLOCHON, PAS DU GOUDRON! »

Le projet autoroutier de l'A412 de la multinationale Eiffage, reliant Thonon à Machilly dans la région du Chablais, a débuté ces dernières semaines au mépris de toute considération environnementale. Face à ce projet écocidaire, la population locale se soulève !

**A** lors que nous venons de vivre un été insoutenable, le gouvernement Macron tente de faire passer en force son projet autoroutier de l'A412. Ce dernier, estimé à 364 millions d'euros et porté par la multinationale Eiffage, souhaite relier Thonon à Machilly. Sensé « fluidifier le trafic », il ne répond pourtant à aucun besoin, si ce n'est celui du profit.

**Détruire malgré les refus**

Initialement refusé par le Conseil national de la protection de la nature (CNP), dont l'autorisation est obligatoire, l'autorisation environnementale a finalement été accordée à Eiffage par le nouveau préfet de Haute-Savoie, entré en poste à peine une dizaine de jours auparavant. Une décision arbitraire qui prouve encore une fois la totale impunité dont bénéficient les multinationales, soutenues par les pouvoirs ultralibéraux et écocidaires, qui tolèrent et encouragent leurs exactions.

Cette situation ubuesque a évidemment amené les collectifs locaux à déposer un recours. Toutefois, cela n'a pas mis les chantiers à l'arrêt. Eiffage a déjà commencé les travaux sur plusieurs points du tracé et s'est lancé dans une véritable course contre la montre pour raser un maximum d'hectares de forêt afin de rendre tout recours caduque, faute de pouvoir encore protéger quelque chose.

**Le vivant et les paysan·nexs à nouveau sacrifié·exs**

Les dégâts de cette autoroute sont multiples et constituent une catastrophe pour la biodiversité de la région. Le projet prévoit de goudronner 180 hectares de forêt et de

prairie (équivalent à 300 terrains de football), dont 56 de zones humides. Ces dernières constituent pourtant une éponge naturelle contre les inondations et les sécheresses, tout en servant de berceau à une faune et une flore regorgeant d'espèces en voie d'extinction.

L'augmentation prévue du trafic – 45 000 véhicules par jour – créera une hausse de 14 % des émissions de gaz à effet de serre et une hausse de 6 % de la concentration du dioxyde d'azote dans l'air. Sans oublier les menaces directes sur les nappes phréatiques de la zone avec des dégâts irréversibles sur les sols qui seront imperméabilisés. Tout cela, dans une région du Chablais déjà largement urbanisée.

En plus de la biodiversité, l'A412 menace directement une trentaine de fermes sur son parcours. Le projet prévoit la destruction de 70 hectares de terres nourricières, impactant notamment la production du fromage star de la région, le Reblochon AOP. Face au torpillage de la production agricole, la Confédération paysanne tente de s'opposer à l'utilisation des agriculteur·icexs comme variable d'ajustement d'un projet inutile et écocidaire, qui met directement en danger la viabilité des exploitations et la souveraineté alimentaire dans une région déjà en difficulté.

**Eiffage encaisse, la population trinque**

Enfin, c'est bien la qualité de vie des habitant·exs qui sera impactée par cette autoroute. L'augmentation des véhicules thermiques sera concomitante à celle des gaz à effet de serre – chiffrée à 286 000 tonnes de CO<sub>2</sub> supplémentaires – et aura un impact direct sur la santé des

habitant·exs. Dans cette région, la pollution de l'air est déjà responsable d'environ 500 décès par année (près d'un sur dix). Et cela sans compter les coûts sanitaires directs, reconnus dans les dossiers officiels et estimés à 18 millions d'euros. Pendant qu'Eiffage s'enrichit, c'est la vie des gens du Chablais qui en pâtit.

**Construisons la résistance face au béton**

L'A412 est ce qu'elle a toujours été dès le départ : le projet d'un ancien

monde au mépris de la biodiversité, de la santé des habitant·exs et des agriculteur·icexs. Depuis les années 1970, le modèle du « tout-automobile » a saccagé les territoires et représente, à l'heure de l'urgence climatique, une cynique perspective.

Refusant l'accaparement de ce territoire pour le bon plaisir d'Eiffage, la résistance s'organise chez nos camarades de France voisine qui multiplient les mobilisations et se rendent courageusement sur les chantiers pour bloquer les pelleteuses.

Alors que le démantèlement de la Chab'Zad – la ZAD construite depuis plusieurs mois pour résister au projet – a commencé le 7 octobre, le collectif Stop A412 a plus que jamais besoin de soutien. Cela peut passer par une contribution à la cagnotte commune, par la médiatisation de la réalité sur place et par la lutte contre la désinformation d'Eiffage, mais surtout par la présence sur le terrain, en rejoignant les blocages et les prochaines mobilisations, notamment celle prévue le 10 octobre.

La lutte s'est intensifiée avec le début des chantiers et ne pourra être remportée qu'avec un véritable rapport de force. Ils ont des pelle-teuses, nous avons le nombre.

À nous de construire collectivement la résistance !

Luca Califano  
Insta de la coalition : @stopa412\_chablais

Rassemblement contre l'autoroute A412, Lac de Machilly, 26 septembre 2026



# L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ACCÉLÈRE LE RAVAGE ÉCOLOGIQUE

L'essor de l'intelligence artificielle rend de plus en plus visible la matérialité du numérique. Ses effets écologiques ne peuvent toutefois pas être compris sans interroger son inscription capitaliste et les rapports sociaux qui conditionnent son développement. Entretien avec An Gwesped, militant au NPA-A.

**Les contestations contre les data centers se multiplient. Que nous apprennent-elles sur la matérialité et les effets environnementaux du numérique ?**

Les centres de données sont clairement l'infrastructure numérique pour laquelle on voit le plus de contestations. Un service numérique repose, dans son essence informatique, sur trois éléments-clés. D'abord des réseaux télécoms, qui recouvrent à la fois les réseaux fixes et mobiles, c'est-à-dire Internet. Ensuite, on retrouve les terminaux – un PC, un smartphone, etc. Pour le numérique en général, les centres de données ne sont qu'un élément parmi les trois. Dans le cas de l'IA, en particulier l'IA dite générative, ils sont devenus particulièrement stratégiques.

On peut distinguer trois types d'impact de l'IA et des centres de données. La première chose que les gens voient localement, c'est le foncier. En général, les centres de données se construisent sur des terres agricoles, et dans une moindre mesure sur des friches industrielles. Sur ces dernières, cela n'entraîne pas forcément de contestation, mais c'est différent pour les terres cultivables.

Le second enjeu, notamment traité abondamment dans les médias, c'est celui de la consommation d'électricité. Selon l'Agence internationale de l'énergie, celle-ci pourrait doubler entre 2024 et 2030 jusqu'à atteindre 1000 TWh – soit à peu près l'équivalent de la consommation électrique du Japon.

Le troisième enjeu dont on parle le plus, c'est souvent l'eau, surtout pendant les périodes de grande sécheresse comme cet été. Là, l'enjeu est vraiment local parce qu'il peut y avoir des conflits d'usage, puisqu'il s'agit d'une ressource de moins en moins disponible.

Aux États-Unis, il existe actuellement d'importantes mobilisations contre les centres de données. Le prix de l'électricité y dépend beaucoup plus directement de l'offre et de la demande. Des démocrates comme des républicains s'opposent donc à certains projets parce que leur électorat s'en préoccupe, notamment en raison de l'augmentation du prix de l'énergie. C'est moins un facteur de mobilisation en France, où les contestations portent davantage sur les enjeux environnementaux et démocratiques.

Un dernier point peu soulevé concerne les PFAS. Des fluides frigorigènes sont utilisés pour refroidir les centres de données et certains peuvent relâcher des polluants qui appartiennent à la famille des PFAS – des « *polluants éternels* » dont le traitement est extrêmement difficile [voir l'article dédié dans le n° 454]. Même si les quantités concernées sont relativement faibles, cela reste à mon sens un sujet important car pouvant toucher la santé à court et moyen terme. Maintenant que la problématique des PFAS est davantage connue du grand public, les opposant·es aux projets s'y réfèrent beaucoup plus souvent et à juste titre.

**Que peut-on réellement mesurer aujourd'hui de l'empreinte environnementale de l'IA ? Qu'est-ce qui nous échappe encore ?**

Prenons simplement les modèles, comme ChatGPT et les autres IA de ce type. Une étude menée par une chercheuse montrait qu'environ 80 à 85 % des modèles ne fournissaient aucune information environnementale. Pour les impacts directs, on ne connaît par exemple pas toujours la consommation d'électricité ou d'eau associée à l'utilisation d'un certain nombre de jetons (ou *tokens*, c'est à dire la plus petite unité de texte qu'un modèle d'IA utilise pour traiter une demande). Mais même des données de base, comme le nombre de paramètres ou le lieu d'entraînement du modèle, peuvent rester totalement opaques.

C'est un premier problème, mais l'autre grand sujet concerne les centres de données eux-mêmes. Dans l'Union européenne par exemple, il est extrêmement difficile d'obtenir une liste exhaustive des centres de données qui existent. Pour un habitant ou une habitante d'une localité concernée, accéder à des informations précises sur l'infrastructure située à proximité peut donc être extrêmement compliqué. En matière de transparence, la situation est vraiment très mauvaise. Il y a notamment eu un lobbying important dans le cadre de la directive européenne sur l'efficacité énergétique, où le « secret des affaires » l'a emporté sur la transparence environnementale.

**Pourquoi l'empreinte propre de l'IA ne suffit-elle pas à saisir ses effets environnementaux ?**

Lorsqu'on parle des impacts environnementaux de l'IA, il faut d'abord considérer les effets directs, c'est-à-dire ce qu'on appelle son empreinte environnementale. La méthode généralement utilisée pour évaluer ces impacts est l'analyse de cycle de vie. Il s'agit d'une méthode scientifique standardisée qui permet de prendre en compte l'ensemble du cycle de vie d'un équipement ou d'un service : sa fabrication, l'énergie consommée pendant son utilisation, puis sa fin de vie.

Mais il existe un autre type d'effet, moins connu : les effets indirects. La question devient alors de savoir dans quel secteur économique le service numérique est utilisé.

Comme l'a montré une étude parue dans *Nature* il y a quelques mois, si l'IA est utilisée dans le secteur pétrolier et gazier pour extraire ou raffiner davantage de pétrole et de gaz, elle peut amplifier des impacts environnementaux déjà négatifs. En anglais, on parle d'*enabled emissions*, c'est-à-dire des émissions rendues possibles ou amplifiées par l'usage d'une technologie – on parle plutôt d'*impact net* en français. Il faut donc prendre en compte ces effets négatifs indirects, notamment parce que les gains de productivité permis par l'IA peuvent intensifier une activité déjà fortement carbonnée. On parle ici de carbone, mais le raisonnement peut évidemment

Des militant·es d'Aufstände der Allmende («Résistance des communs») devant un data center en construction à Beringen dans le canton de Schaffhouse.

Aufstände der Allmende



être étendu à d'autres enjeux environnementaux. Il faut toujours avoir une analyse globale des effets de l'IA, parce que le capitalisme est un système totalisant.

#### Que deviennent ces effets indirects lorsque l'IA est déployée dans une économie orientée vers l'accumulation et la croissance ?

Les capitalistes n'ont jamais autant voulu investir dans les infrastructures numériques que depuis l'essor de l'IA générative à la fin de l'année 2022, avec la mise à disposition publique de ChatGPT. Les industriels répondent souvent qu'il existe parallèlement des gains d'efficacité : les puces deviennent plus performantes et la consommation d'électricité par requête peut diminuer. Mais il existe un phénomène très connu en écologie, celui de l'effet rebond, selon lequel la croissance des usages peut dépasser ces gains d'efficacité. Dans le cas de l'IA, ces gains ne seront pas infinis !

Ce qu'il faut surtout voir, c'est que la course à l'IA est aussi, dans une certaine mesure, une course à l'armement pour la puissance de calcul. Historiquement, c'est une technologie qui a été fortement liée aux usages militaires, et ceux-ci restent aujourd'hui très importants. On le voit notamment dans la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza, où des systèmes d'IA ont été utilisés pour « identifier des cibles », permettant en réalité un « taux d'erreur » volontairement très élevé, tuant des populations civiles.

Plus généralement, on retrouve cette course à l'IA dans les investissements massifs annoncés par les États-Unis, la France ou l'Union européenne. Il s'agit d'une dynamique économique reconnue jusque par les économistes les plus libéraux : les modèles deviennent de plus en plus gros et nécessitent des investissements toujours plus importants. Politiquement, il faut donc regarder quels acteurs sont en mesure de soutenir cette course. Ce sont majoritairement les grandes entreprises du numérique, notamment étasuniennes, qui disposaient déjà d'un pouvoir considérable. On parle beaucoup d'OpenAI, mais son développement repose notamment sur son partenariat avec Microsoft et sur les infrastructures de centres de données de cette dernière aux États-Unis pour entraîner ses modèles. L'IA contribue donc à renforcer le pouvoir de ces grands acteurs, au service d'un impérialisme numérique.

Au fond, qu'il existe ou non une bulle de l'IA importe presque moins que le fait que ces acteurs en sortiront renforcés. Cela s'inscrit plus largement dans un projet de numérisation de la société qui comporte aussi des dimensions de contrôle et de surveillance. Ce n'est évidemment pas entièrement nouveau par rapport à ce que l'on savait déjà des Big Tech, des GAFAM et, plus largement, des grandes entreprises du numérique.

Il y a également derrière cela un projet politique que certains qualifient de « technofasciste » en

raison notamment de l'idéologie développée par une partie de ces acteurs. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement des usages de la technologie, mais de la manière même dont elle est pensée et développée dans le capitalisme, et plus particulièrement par une fraction de la bourgeoisie de la tech.

Le débat public se concentre pourtant souvent sur une autre question : l'IA menace-t-elle l'humanité ? Va-t-elle provoquer une catastrophe existentielle ? Certains chercheurs continuent régulièrement d'alerter sur ce risque. Mais ce n'est pas, à mon sens, la question principale. La question centrale est plutôt de savoir comment l'IA renforce les rapports de pouvoir existants, notamment les rapports de colonialité, de race, de genre. C'est éminemment une question de lutte des classes. Avec l'IA, les travailleurs et les travailleuses sont soumis à de nouvelles formes de prolétarianisation à différents niveaux de la chaîne de production, particulièrement dans le Sud global.

#### Que révèle l'IA de la géographie des chaînes de valeur du numérique et de leurs impacts environnementaux ?

Il y a effectivement un angle dont on parle assez peu à propos de l'IA : celui de l'extractivisme. Tout à l'heure, nous avons surtout parlé de l'aval de la chaîne avec les grands modèles de langage et les data centers. De ce point de vue, l'IA contribue à renforcer l'extractivisme, notamment dans

le secteur des énergies fossiles. Mais il faut également regarder l'amont de la chaîne, c'est-à-dire l'extraction des métaux nécessaires à la production des serveurs et des autres équipements. L'augmentation de la production d'équipements accroît fortement la pression sur les activités minières, notamment en République démocratique du Congo et dans d'autres régions où les conflits autour de l'extraction sont particulièrement importants.

Cette question est d'autant plus importante que ces chaînes de valeur sont très concentrées. Nvidia occupe par exemple une position dominante dans la production de puces destinées à l'IA, et le nombre d'acteurs est globalement très limité. Les possibilités d'alternative sont donc extrêmement réduites.

Je ne crois évidemment pas au « capitalisme responsable » bien que certains acteurs prétendent privilégier des approvisionnements provenant de mines situées dans des régions moins touchées par les conflits. Ici, même cette possibilité est très limitée, tant la chaîne est contrôlée par un petit nombre d'acteurs.

Il faut donc garder à l'esprit que la « dématérialisation » largement mise en avant par l'industrie depuis dix ou quinze ans repose en réalité sur des infrastructures extrêmement matérielles, au cœur d'importants conflits sociaux et coloniaux à l'échelle mondiale.

Propos recueillis par Antoine Dubiau

# CAMPAGNES ANTIFASCISTES

Du 4 au 6 septembre, le premier Forum antifasciste organisé par l'Action Antifasciste Jura (AFA39) s'est tenu à Lons-le-Saunier, en France voisine. Avec un programme mêlant discussions, stands et concerts, l'événement se veut un outil dans la bataille culturelle, afin de légitimer l'engagement antifasciste dans des terres réputées acquises à l'extrême droite.

Manifestation contre la guerre, dans le cadre du Forum antifasciste, Lons-le-Saunier 6 septembre 2026

**E**n ce premier weekend de septembre, la Place de la Comédie de Lons-le-Saunier était occupée par le premier Forum antifasciste organisé par l'Action Antifasciste Jura (AFA39). Parmi les nombreuses discussions et activités, une table-ronde a réuni une dizaine d'acteur·ice·s pour parler de leur engagement antifasciste dans la ruralité. Les collectifs antifascistes, écologistes, féministes ou syndicaux ont témoigné d'actions et de réalités souvent différentes. Une discussion avec un militant local a permis d'en recueillir davantage sur leurs points de vue et leur militance.

## La ruralité au pluriel

Si les collectifs s'accordent sur le fait que la ruralité est un territoire perdu de l'antifascisme, leurs réalités socio-économiques diffèrent parfois. Selon un militant rencontré, « l'État est très présent dans la ruralité, que ce soit à travers les systèmes de vidéosurveillance, les renseignements généraux ou la police ». Ce qui change, « ce sont les services publics, qui persistent dans les campagnes dites < dynamiques >, alors qu'ailleurs, il y a une désertification ».

En plus d'un accès inégal aux services, certains collectifs invités sont actifs dans et autour de petits pôles urbains (jusqu'à 40 000 habitant·e·s), tandis que d'autres militent dans des régions villageoises

peu densément peuplées (30 hab/km<sup>2</sup>), ce qui affecte leur militantisme de différentes manières.

Si le bassin de population est réduit, on tend à soigner davantage ses quelques relations de voisinage. Ce qui, dans des villages acquis à la droite et à l'extrême droite, signifie généralement ne pas afficher ses convictions antifascistes. « Dans la ruralité, c'est dur à assumer d'être politisé à gauche. Alors porter des événements comme aujourd'hui où il y a du monde, ça crée une légitimité », résume-t-il.

Cette légitimité est au cœur de la bataille culturelle. Pour les collectifs antifascistes et progressistes, il s'agit « d'installer une hégémonie politique » face à une extrême droite dominante et « une gauche moribonde qui ne fait rien » : « Pour le 1<sup>er</sup> Mai, c'est nous qui avons posé la déclaration de manifester, parce que la CGT refusait de signer un appel contre le fascisme, au prétexte qu'ils ont 25 % d'adhérent·e·s qui votent RN ».

## Comment grandir ?

Afin de lutter contre l'isolement, il est donc nécessaire pour les militant·e·s de se déplacer, comme « nos adversaires, qui font des bornes, avec une stratégie inter-régionale ». Et pour qu'un collectif grandisse dans ces conditions, il faut également adapter ses méthodes et chercher des allié·e·s de circonstance.

Lors de la table-ronde, la question de l'anonymat s'est trouvée confrontée à celle de l'interconnaissance. Du fait du petit nombre de militant·e·s actif·e·s, on est rapidement labellisé en tant que tel et il devient difficile de mener certaines actions sans être rapidement identifié·e·s. Le militant rencontré témoigne : « On a décidé qu'on n'était pas en mesure de grossir en impliquant des méthodes anonymes, que ce serait vraiment rédhibitoire. L'anonymat est utile pour faire des actions et éviter la répression ou les attaques de fafs. Pour être réellement anonyme, c'est des pratiques très exigeantes qui peuvent être dangereuses pour les militant·e·s si elles sont mal appliquées ».

Mais surtout, un espace faiblement peuplé conduit à créer des alliances plus larges, même avec cette gauche « moribonde » critiquée. Il explique : « À la campagne, on est toujours en recherche d'alliés et de massification. Pour la lutte de libération de la Palestine, on s'était allié avec la social-démocratie et les grosses organisations (écologistes, CGT, Attac) ». Parfois à leurs dépens. « Lors d'un événement, on s'est fait jeter sous le bus par Amnesty et LFI pour des questions politiques, parce qu'on ne voulait pas commencer par la condamnation du 7-Octobre. Ils ont annulé unilatéralement l'évé-

nement qu'on avait construit, ils ont fermé la salle à clés et ont appelé la police. On s'est retrouvé dehors comme des cons, entre juifs, arabes et blancs. Ça nous a servi de leçon », raconte-t-il. Après ça, malgré le besoin de forger des alliances, le collectif « est reparti sur des bases simples. Lignes politiques fermes et autonomie ».

## Antifa des villes, antifa des champs

Mais pour les collectifs organisés près de pôles urbains, le constat est légèrement différent. Les militant·e·s tendent à quitter les villages pour les rejoindre, ce qui accentue la polarisation. Lors des dernières élections, un collectif rappelle l'écart entre les villages alentours gagnés par le RN, tandis que le centre urbain avait largement voté pour la coalition de gauche du Nouveau front populaire. Certains collectifs tentent toutefois de créer des synergies entre ville et campagne, en menant des actions communes.

Toutefois, le rapport à la ville peut être ambigu. « Très souvent, les personnes qui sont les plus sensibles à la propagande de notre camp vont faire des études dans les grandes villes. Elles sont absentes pour transformer la politique locale », dit-il. Quand elles reviennent, c'est « avec leur mode de vie urbain – et quand c'est des militant·e·s, avec leur mode de mi-



litanie urbain. Souvent, ça crée un effet « corps étranger », qui prétend, dans la pensée petite bourgeoise classique, représenter un modèle qu'il faudrait suivre ».

Dans un même temps, il n'y a pas une opposition frontale entre deux cultures irréconciliables. En témoigne la lutte en soutien à la libération de la Palestine. « On l'a un peu ramené de notre culture urbaine », témoigne le militant rencontré. « Parce que quand j'étais en ville, on a toujours milité pour la liberté de la Palestine ». Mais il constate un rapport particulier à la question dans la ruralité : « Agir localement, pour un territoire comme la Palestine, où l'on sait leur rapport à la terre, ça a semblé une évidence pour beaucoup de gens. Et sur cette question-là, on a pu développer des convergences politiques. »

### Du racisme ignorant à la menace fasciste

Toutefois, la lutte en soutien à la libération de la Palestine se confronte fortement au mur du racisme. « Si le génocide à Gaza et en Palestine est vécu par beaucoup d'habitant·exs comme une injustice profonde à combattre, l'islamophobie ambiante et la résignation de beaucoup de personnes fait que s'afficher avec des drapeaux palestiniens dans des petites villes ou village, ce n'est pas si évident », dit-il.

Lors de la table-ronde, les intervenant·exs ont rappelé à tour de rôle qu'il y a surtout un fantasme de la figure effrayante de l'étranger. « La peur, comme affect fondamental du racisme, est en partie produite par l'ignorance. Moins il y a de personnes racisées dans un territoire, plus le racisme est fort. Et ici, on vit dans un entre-soi avec une variété sociale réduite ».

Cette explication du racisme reste cependant partielle, car les militant·exs font aussi face à des racistes convaincus : « Nous, on est organisé, on peut répondre. Par contre, les personnes minorisées qui ne sont pas organisées, elles se prennent des vraies agressions, en plus de la discrimination à l'emploi ou au logement... ».

En effet, la présence en campagne de collectifs violents se revendiquant de la mouvance active club a de quoi inquiéter. Valorisant les sports de combat et s'organisant pour une prétendue guerre raciale à venir. « Ces groupuscules fascistes bénéficient d'une grande tolérance des autorités. Ce qui fait peur, c'est de les voir se mettre réservistes à l'armée ou dans la gendarmerie. Ils gagnent en légitimité, se font des contacts, etc. »

Ces collectifs représentent d'autant plus une menace que les militant·exs antifas ne pratiquent pas l'anonymat total : « Hier au bar, y a des fafs qui sont venus faire de la provocation. Cer-

tains connaissent nos blazes et menacent ouvertement de nous tuer. Une camarade a été agressée à son domicile. Ils ont essayé de casser la porte ».

S'y ajoutent des acteurs au rôle ambigu, comme les chasseur·sex. Certain·exs soutiennent « le président de la Fédération nationale des chasseurs, Willy Schraen, proche de Macron, qui réclame des droits de police contre les migrants », ce qui représente une menace réelle. Mais, selon lui, d'autres « ont une conscience écologique et pas nécessairement la conscience politique qui va avec. Des camarades des Soulèvements de la Terre essaient d'aller causer avec, il y a pas mal de points d'accord. Notre analyse, c'est que dans les années qui viennent, la crise climatique va les faire changer d'avis ».

### La nature, enjeu antifasciste

Pour la plupart des collectifs de la table ronde, les questions écologique et agricole occupent une place importante, du fait de l'attachement des individus à leur terre. Certes, « en tant que collectif antifasciste, on ne traite pas spécifiquement de l'agriculture ou du climat », mais « on peut apporter nos contributions sur certains points ». En particulier, il explique qu'il y a des convergences pour « dénoncer le régime de propriété foncière pour contribuer au change-

ment des pratiques. Il y a une vraie proximité avec des camarades de la Confédération paysanne, des agriculteur·icexs, fermier·exs, maraîcher·exs ou ouvrier·exs agricoles qui font partie de groupes militants ».

Ces discussions visent avant tout « une petite bourgeoisie agricole, présente dans des espaces de pouvoir, comme la Chambre de commerce et d'industrie ou la Chambre d'agriculture ». Cependant, « comme il y a un lien intime avec le capital agricole immédiat, ça fait peur aux gens qu'on défende l'accès à la terre pour les travailleur·sex », ajoute-t-il.

Toutefois, les mouvements sociaux passent souvent à côté des préoccupations de la paysannerie. Si « beaucoup de nos membres se sont politisé·exs au moment des Gilets jaunes, ça n'a pas touché énormément le milieu agricole, qui connaît d'autres crises, avec la dermatose ou les accords du Mercosur ». Cet isolement des revendications paysannes conduit parfois des syndicats agricoles opposés, comme la Coordination rurale, affiliée à l'extrême droite, et la Confédération paysanne, de gauche radicale, à se mobiliser ensemble.

Malgré cela, le mouvement des Gilets jaunes « a planté des graines dont les tiges aujourd'hui sont assez solides pour participer à l'histoire du nouveau mouvement social à naître dans les campagnes ».

Timothé Chételat



Nadia Oulaby

Grève féministe 2023. Genève.

Féminisme

Santé

Votations

Genève

# LA GRATUITÉ CONTRACEPTIVE, UN PREMIER PAS

Le 27 septembre dernier, la population genevoise a accepté une initiative populaire lancée par le Parti socialiste afin de rendre la contraception gratuite dans le canton. Entretien avec Geneviève Preti, conseillère en santé sexuelle au sein de l'unité de santé sexuelle et planning familial des HUG et syndicaliste au SIT, pour en analyser les enjeux.

## Peux-tu présenter l'initiative « Pour une contraception gratuite » ?

L'IN 198 a été lancée par le Parti Socialiste en 2023. C'est une initiative non formulée qui ratisse large et demande au Grand Conseil « d'organiser la prise en charge, au niveau cantonal, de l'ensemble des frais liés à la contraception ». Elle vise spécifiquement « la contraception orale, y compris d'urgence (< pilule du lendemain >), les implants, les contraceptifs injectables, les patches contraceptifs, les anneaux vaginaux, les dispositifs intra-utérins et les préservatifs ».

Si la liste concerne surtout des dispositifs contraceptifs féminins,

la définition maximaliste de prise en charge de « l'ensemble des frais liés à la contraception » laisse espérer une prise en charge des techniques visant le système reproducteur masculin, comme la vasectomie, ou de futures méthodes encore en développement (ou à développer) comme la contraception testiculaire thermique. Son caractère non formulé implique aussi qu'il revient au Conseiller d'État Pierre Maudet – maintenant que le texte a été accepté – de proposer un projet de loi pour son application. Les modalités d'application, discutées par le Grand Conseil, si elles sont trop restrictives, pour-

raient plus ou moins vider le texte final de sa substance.

## Quels enjeux existent au niveau de cette mise en œuvre ?

Il existe un enjeu autour de la définition des publics. Initialement, un contreprojet limitant le texte aux préservatifs masculins – et visant certains publics spécifiques (en particulier les jeunes jusqu'à 25 ans) – avait été préparé par la droite. Après un couac de celle-ci au Grand Conseil concernant les consignes de vote, le contreprojet a été rejeté à l'unanimité et a permis à l'initiative d'être votée seule. C'est donc grâce à cette heureuse

erreur que toute la population sans distinction d'âge et toutes les techniques sont maintenant incluses. Et bien heureusement, puisque dans notre pratique, on voit que les nouvelles générations se protègent de mieux en mieux alors que les tranches d'âge de 30-50 ans sont toujours largement concernées par des problématiques tel que les grossesses non désirées.

L'autre enjeu concerne le critère d'accès. S'il est choisi de fournir la contraception via l'inscription à l'assurance maladie ou pour les seules personnes avec la nationalité ou un permis de séjour, toute une partie de la population en sera exclue, car sans statut régulier.

## Existe-t-il d'autres cantons où de tels projets sont en place ?

Non, Genève est précurseur sur cette thématique. Néanmoins, la gratuité de la contraception est une revendication de longue date de notre faitière professionnelle nationale Santé Sexuelle Suisse. Nous souhaiterions d'ailleurs que la gratuité déborde la simple contraception et s'applique également aux dépistages des IST.

Avec mes collègues, nous avons mis en place un programme de dépistage à bas prix, notamment dans le but d'avoir accès au public masculin. Si nous avons dû restreindre aux seuls « jeunes hommes » par manque de budget, on voit bien que par le biais des tests, on ouvre la fenêtre pour aborder d'autres questions de santé sexuelle. L'accès à cette prestation constitue ainsi la porte d'entrée vers d'autres problématiques et enjeux, que l'on n'aurait pas pu traiter sans ce premier pas. Et la demande est là.

Actuellement, tout ce qui concerne la santé sexuelle est appréhendé par un biais de responsabilité individuelle et donc fractionné. Nous défendons une vision différente et globale de cette dernière, dont la gratuité permettrait une meilleure prise en charge. C'est par exemple le cas du dépistage du cancer du sein par mammographie, où nous sommes parvenu·es à modifier la perspective de responsabilité individuelle afin de la transformer en enjeu social qui doit être pris en charge collectivement. Il s'agirait de faire de même pour la santé sexuelle.

## En quoi la revendication d'une contraception libre et gratuite constitue-t-elle un enjeu féministe et social plus généralement ?

Tout d'abord, il faut poser un fait, observé dans notre pratique : le paiement constitue un frein. C'est

la réalité. De plus, la charge contraceptive repose encore majoritairement sur les femmes. Si la gratuité ne permettra pas de résoudre seule ce point, les femmes pourront néanmoins choisir la méthode qu'il leur convient, et non pas seulement celle qu'elles ont les moyens d'acheter.

De manière liée, on voit dans notre pratique que de nombreuses jeunes femmes ne souhaitent pas que leur compagnon prenne en charge financièrement cette question, précisément pour éviter d'entrer dans une relation de dépendance à ce niveau-là. Et je trouve cela plutôt sain. La gratuité de la contraception leur permet de maintenir leur indépendance contraceptive, tout en n'ayant plus à pâtir de ce coût supplémentaire.

De manière générale, la gratuité permet d'abaisser les barrières d'accès. Selon leur situation, certaines jeunes femmes sont dans un rapport de confidentialité par rapport à leurs parents, ce qui limite grandement leurs choix en termes de contraception et proscriit celles qui nécessitent un suivi médical. Selon le système mis en place, on pourrait éviter cette barrière.

D'autre part, considérer la contraception comme un enjeu sociétal et non privé permet aussi indirectement de la déféminiser. Si cela concerne tout le monde, cela devrait être pris en charge, tant en actes que financièrement, par tous et toutes.

La gratuité pourrait ainsi servir de tremplin au développement et à la diffusion de méthodes contraceptives masculines, tel que la vasectomie, ou la contraception thermique testiculaire. À Genève, il y a déjà eu une étude sur cette dernière et on voit qu'il y a une demande et un vrai intérêt parmi la population.

La gratuité constituera aussi un vrai soulagement pour notre travail quotidien – tout comme pour celui de nos collègues en charge de l'éducation sexuelle – qui pourra se focaliser sur les besoins et non sur les moyens.

Tout dépendra du projet proposé par les autorités mais, dans le contexte austéritaire actuel, il faudra se battre sur ces deux fronts : réinvestir de manière globale nos services publics et ne pas se contenter d'un projet minimaliste qui ne résoudra qu'une infime partie des problématiques liées à la santé sexuelle !

Propos recueillis par la rédaction

# LE DOCTORAT HONORIS CAUSA DÉCERNÉ À MUSSOLINI S'ACCORDE AU CLIMAT POLITIQUE DE L'ÉPOQUE

Les Éditions Épistémé (Lausanne) viennent de publier l'ouvrage, *Présences fascistes en Suisse. Autour du doctorat honoris causa de Mussolini (1937)*, avec la collaboration d'une série d'historien·nes. Celui-ci fait le point sur un débat ouvert par le regretté Claude Cantini sur *Le fascisme italien à Lausanne* (Éditions Cedips, 1976) et poursuivi par une exposition et un colloque en 2024.

Le 21 novembre 1936, sur proposition du professeur Pasquale Boninsegni (fasciste notoire), le Conseil de l'Université de Lausanne octroya à Mussolini un doctorat honoris causa « pour avoir conçu et réalisé dans sa patrie une organisation sociale qui a enrichi la science sociologique et laissera dans l'histoire une trace profonde ». Il fut rendu public en mars 1937.

**Un climat vaudois fascisant**  
L'ouvrage rappelle que, loin de constituer une anomalie, cette décision s'accorde parfaitement au climat de l'époque. Celui-ci est marqué par un antisocialisme et un anticommunisme féroces au sein de la bourgeoisie vaudoise. On peut citer l'acquiescement en 1923, par un tribunal vaudois, de Maurice Conradi, un émigré de Russie et assassin du diplomate soviétique Vatslav Vorovsky à Lau-

sanne. De manière concomitante, les thèses corporatistes – qui affirment le dépassement des antagonismes de classe par l'alliance entre patronat et salariat – sont en vogue dans ces milieux.

**Fascistes italiens à Lausanne**  
Certains chapitres décrivent également l'implantation de fascistes italiens à Lausanne. Ces derniers contrôlent alors les structures de l'émigration de la ville et s'affichent ouvertement en chemise noire lors des fêtes nationales. Ils trouvent d'ailleurs des disciples locaux : sur Vaud, le colonel Arthur Fonjallaz (chef de la Fédération fasciste suisse); à Genève, le pamphlétaire Georges Oltramare (chef de l'Union nationale). Cette influence s'étendra au domaine médiatique au sein de la *Gazette de Lausanne*, principal journal de l'époque. Georges Ri-



Présences fascistes en Suisse. Autour du doctorat honoris causa de Benito Mussolini (1937), Lausanne, Épistémé, 2026. L'ouvrage est téléchargeable gratuitement sur le site de l'éditeur.

gassi (rédacteur fascisant), lui fait entamer un virage à (l'extrême) droite et y défend, tour à tour, les thèses de l'Action française (royaliste), et l'agression italienne contre l'Éthiopie (1936).

**Le gratin local et national**  
En plus de décrire la nomenclature des personnalités vaudoises reçues par Mussolini, l'ouvrage déborde le contexte de 1937 pour aborder d'autres thématiques liées : les politiques mémorielles récemment menées dans les Universités suisses, qui ont révélé la politique discriminatoire pratiquée envers les étudiant·es et enseignant·es juif·ves à l'Université de Zürich de 1933 à 1945; le poids de professeurs sympathisants de l'extrême-droite; le rôle joué par des éditeurs suisses romands dans la propagande profasciste après la Seconde Guerre mondiale.

Si certaines personnalités très voyantes – Georges Oltramare, ou Max-Léo Keller (Nationale Bewegung der Schweiz) – ont fait l'objet de poursuites judiciaires, de nombreuses autres n'ont pas été durablement discréditées. Malgré les progrès effectués, il reste un point à déplorer : à ce jour, Mussolini est toujours docteur honoris causa de l'Université de Lausanne...

Hans-Peter Renk

Fiche de police de Mussolini établie par la police suisse après son arrestation en 1903



# QUI PEUT TÉMOIGNER DU GÉNOCIDE ?

Le documentaire *Naza*, sorti en ce début d'automne en salle, connaît un franc succès au box-office, alimenté par la polémique qu'il soulève. En Israël, le documentaire a été interdit et le ministre de la culture souhaite déchoir le duo de réalisateur·ices de leur nationalité. En même temps, de nombreuses voix palestiniennes dénoncent la colonialité du récit médiatique. Après trois ans de génocide à Gaza, qu'apporte le documentaire *Naza* ?

Présenté pour la première fois au prestigieux festival de la Mostra de Venise, *Naza* a été acclamé par le public. Avec une *standing ovation* de 25 minutes, le film du duo Rachel Szor et Yuval Abraham a battu les précédents records.

Illustrant l'hypocrisie d'un occident louant la critique dès lors qu'elle émane du camp génocidaire, le documentaire écaille davantage le vernis démocratique d'Israël. Non seulement le gouvernement en censure la diffusion, mais Miki Zohar, ministre de la culture, désigne les réalisateur·ices comme des traître·sses à la patrie, au point de vouloir leur retirer leur nationalité. Cette réception polarisée s'explique d'une part par ce que le documentaire révèle de la mécanique génocidaire, d'autre part par la colonialité du récit médiatique et politique.

## Le motif du dommage collatéral

Le documentaire repose sur une mise en scène simple, alternant entre des témoignages de la part de 24 membres des services de renseignement et des scènes nocturnes de la vie en Israël (domiciles individuels, écrans de télévision, chantiers de construction). Ces séquences contrastent violemment avec les récits d'annihilation qui les précèdent. Quelques images d'archives fournissent également un rapide contexte historique à une partie du propos.

Les génocidaires qui témoignent relèvent tous d'unités des services

de renseignement au sein de Tsahal, dont le rôle est de désigner aux unités d'attaques (principalement aériennes) les cibles à atteindre. Ce sont donc précisément les hommes et femmes désignant les civil·es à massacrer, depuis trois ans et en toute connaissance de cause, qui témoignent de leurs exactions. Le titre du documentaire, *Naza*, désigne précisément le terme jargonnel utilisé dans l'armée génocidaire pour désigner les victimes « collatérales » des frappes.

Mais, comme le souligne rapidement le documentaire, cette différenciation entre victimes civiles et militaires ne signifie en définitive rien de concret, puisque Tsahal a toujours eu pour but d'exterminer le plus de *naza* possibles. Ce que confirme encore sa lecture du droit international humanitaire dès 2023 : le décompte des victimes collatérales se fait non pas après un bombardement, mais après une série de frappes. Ce qui, au vu de la quantité de frappes, fait drastiquement baisser le nombre de victimes (voir l'article dédié à la question dans le n° 462).

## Un génocide boosté par l'IA

En plus de dévoiler cette mécanique, le principal propos du documentaire est de souligner les rouages technologiques du crime. S'il a constamment été rappelé que le génocide à Gaza était le premier à avoir été filmé en 4K, on peut ajouter que c'est le premier à avoir été assisté par l'IA.

On y apprend qu'après la guerre de 1967, Israël a choisi de développer lui-même l'ensemble du réseau de télécommunication palestinien afin de pouvoir y appliquer une surveillance de masse. Cette logique d'espionnage constant a servi d'outil colonial à travers les décennies et tout particulièrement lors du génocide.

En 2023, l'évolution des technologies et l'utilisation généralisée des smartphones a servi de matériau primaire pour différents logiciels d'IA. Chaque téléphone présent à Gaza est contrôlé par Tsahal qui peut en activer certaines fonctionnalités selon ses « besoins » en informations. Ainsi, en comparant l'activité de smartphones, le logiciel *Lavender* a généré une liste de 37 000 palestinien·nes à abattre basée sur une activité téléphonique similaire à celles de militants du Hamas ou du Jihad islamique.

Accolé à *Lavender*, le programme *Where's daddy ?* (« Où est papa ? ») utilise les téléphones et communications des proches de la cible, aux premiers rangs desquels les femmes et les enfants. Cela afin de s'assurer que celle-ci est bien à son domicile, en principe la nuit, donc entourée de sa famille, pour engager le bombardement.

## Mentalité PlayStation

Au-delà, de ces logiciels de ciblage, c'est tout Gaza qui a été précisément cartographié, rue par rue, immeuble par immeuble, étage par étage, pour fournir une in-

terface informatique à la destruction totale de la ville. Comme en témoigne un des criminels, le génocide devient dès lors un « jeu vidéo », où le regard surplombant israélien – fourni par les drones qui quadrillent en permanence le territoire – se transforme proprement en pouvoir divin qui peut déchaîner la mort en contrebas à tout moment.

La dénonciation par les réalisateur·ices de *Naza* de ces rouages technologiques du génocide n'est pas sans rappeler d'autres situations. On (re)lira ainsi avec intérêt *Théorie du drone* de Grégory Chamayou qui exposait déjà en 2013 déjà les différents enjeux des guerres menées à distance. Il soulignait le fait troublant que les opérateur·ices de drone, loin de vivre leur rôle avec difficulté, adoptent une « mentalité PlayStation » et présentent beaucoup moins de PTSD en comparaison de leurs collègues massacrant de première main.

En particulier, Chamayou décrit la « nécro-éthique », ou la nouvelle philosophie morale et juridique qui légitime le recours aux drones et à ce type de technologies dans une logique du moindre mal. Au-delà de cette logique cynique, cette pensée contribue, par ses termes et expressions administratifs / bureaucratiques, à une euphémisation massive de la violence. Comme le souligne l'auteur, combien de corps sont enfouis sous les termes « dommage collatéral » ou « arme humanitaire » ?

Dans *Naza*, les témoignages des membres des services de renseignement sont recueillis sur les toits de Tel Aviv.



C'est précisément ce point du documentaire qui en fait son intérêt : l'IA et les autres technologies ne servent pas simplement d'outils au génocide, mais en transforment sa nature, ouvrant de nouvelles possibilités d'anéantissement auparavant inexistantes.

### Déposséder les victimes de leur récit

Ce documentaire a le mérite d'être une pièce à conviction supplémentaire. Mais sa réception en Occident montre autre chose. De nombreux médias suisses, comme la RTS, le *20 Minutes* ou *Le Temps*, n'ont pas manqué de saluer ce regard de l'intérieur sur la mécanique génocidaire. Et tous soulignent la sobriété de la mise en scène; des rappels à l'esthétique qui, dans ces médias, sonnent comme une frontière avec les témoignages directs des victimes. Comme si le premier récit, malgré son contenu, est soutenable, appréciable, contrairement aux nombreuses vidéos de Palestinien·nes qui témoignent sans répit depuis trois ans.

Sans dire son nom, ce traitement illustre la colonialité du récit médiatique, une mécanique dénoncée par les mouvements de soutien à la libération de la Palestine. Une publication sur les réseaux sociaux de Muzna Shihaibi, ancienne conseillère auprès de l'Organisation de libération de la Palestine à Ramallah, en résume les grandes lignes. Dès que les Palestinien·nes parlent de génocide,

d'apartheid ou de nettoyage ethnique, c'est nécessairement militant, radical. Mais lorsque des israélien·nes prennent la parole, soudainement, c'est courageux et lucide. Si les paroles des premières doivent être vérifiées, celles des second·es sont une révélation. Les palestinien·nes n'ont donc aucune autorité sur leur propre histoire. Pour qu'elle soit entendable, il faut que le colon « traduise ».

Le poète Mosab Abu Toha ajoute que les survivant·es ont témoigné, que les preuves sont en ligne, et que les génocidaires aussi ont parlé, demandant davantage de meurtres : en avril 2024, un sondage du journal de gauche *Haaretz* donnait le chiffre de 34 % d'adultes israélien·nes estimant que l'armée n'était pas allée assez loin.

Cette mécanique hypocrite, qui dépossède les génocidé·es de leur récit et salue les voix issues de la société coloniale dénonçant l'apartheid et le génocide, contribue à maintenir les Palestinien·nes dans un statut de victimes passives, tout en affirmant l'inaction raisonnée des états témoins et complices – s'ils agissent et prennent des sanctions, ce n'est pas sur la base d'un témoignage partisan.

### Que faire de Naza ?

En ce sens, selon Mosab Abu Toha, le documentaire sera peut-être utile aux racistes qui ne croient pas la voix des Palestinien·nes. Avec l'interdiction

des journalistes internationaux à Gaza, il ne reste que la voix des génocidé·es et des génocidaires : peut-être que *Naza* ouvrira les yeux de celles et ceux qui préfèrent écouter les témoignages des seconds uniquement. Car au final, le documentaire confirme encore ce que nos mouvements dénoncent depuis 70 ans sur la base des témoignages des génocidé·es, des organisations actives sur place et des rapports internationaux. Mais pour les autres, déjà sensibles à la cause, il ne s'agit plus de simplement briser le silence. Aujourd'hui, il est question de s'organiser pour renverser le système qui rend possible le génocide.

Alors que faire de *Naza* ? S'il est nécessaire de dénoncer le récit médiatique qui rend soudainement le génocide audible, il est également nécessaire de voir ce que ce documentaire produit. D'une part, il ajoute des preuves accablantes au dossier. À la suite de l'ouvrage de Chamayou ou des réflexions de Delori dans *Ce que vaut une vie. Théorie de la violence libérale* (2021), le documentaire montre concrètement comment des génocidaires hiérarchisent des vies humaines et se distancient de la violence. D'autre part, il touchera un public qui, malgré tout, n'est pas encore sensibilisé, lui montrant la mécanique génocidaire et la réaction du gouvernement face à ce film.

Mais c'est aussi notre rôle de ne pas laisser les médias et nos institutions confisquer le récit du génocide à partir de *Naza* et de rappeler les dénonciations de ce système relatées depuis longtemps par les victimes. Ce documentaire nous incite également à rappeler leur droit à la résistance armée face à une machinerie coloniale qui les surveille, les traque et les extermine depuis des décennies. Car les technologies exposées dans le film sont le produit d'une expérimentation militaires contre les Palestinien·nes depuis la fondation de l'État sioniste.

Alors que la bourgeoisie suisse voit aujourd'hui une opportunité de faire davantage de business avec les génocidaires et autres vaten-guerre, il est plus que jamais nécessaire de s'investir dans la lutte pour la libération de la Palestine et de soutenir les associations qui la portent localement.

Clément Bindschaedler & Timothé Chételat ■

Attention aux personnes qui souhaiteraient visionner le documentaire en ligne : une version détournée et révisionniste intitulée *Naza, the real story* a été produite dans un but de désinformation. Ce film, diffusé en ligne comme un *leak* du vrai documentaire, en reproduit la mise en scène (entretiens sur les toits de Tel Aviv). Si vous souhaitez voir *Naza*, allez soutenir votre cinéma local !

# solidarités

470

9 10  
2026

C'est quoi  
ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

## Abonnements

SOUTENEZ-  
NOUS,  
ABONNEZ-  
VOUS!

- ☐ Annuel
- fr. 80
- ☐ Étudiant·es, AVS,  
AI Chômeur·ses
- 40
- ☐ Soutien
- 150
- ☐ 3 mois à l'essai
- gratuit!

**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

- solidarités
- Case Postale 2089
- 1211 Genève 2
- ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)
- ou +41 22 740 07 40

## Sommaire

- 3

**Votations**  
Matériel de guerre : non à une loi dictée par l'industrie de l'armement !

4
- 4

**En mouvement**  
42000 personnes dans la rue : succès d'étape pour « Pas d'étés à 50 °C ! »

5
- 5

**Neuchâtel**  
Convergences contre la logique du capital

6
- 6

**Vaud**  
Sept candidatures pour une rupture solide

7
- 7

**Mobilité**  
Autoroute A412 : « du Reblochon, Pas du goudron ! »

8-9
- 8-9

**Écologie**  
L'intelligence artificielle accélère le ravage écologique

10-11
- 10-11

**Extrême droite**  
Campagnes antifascistes

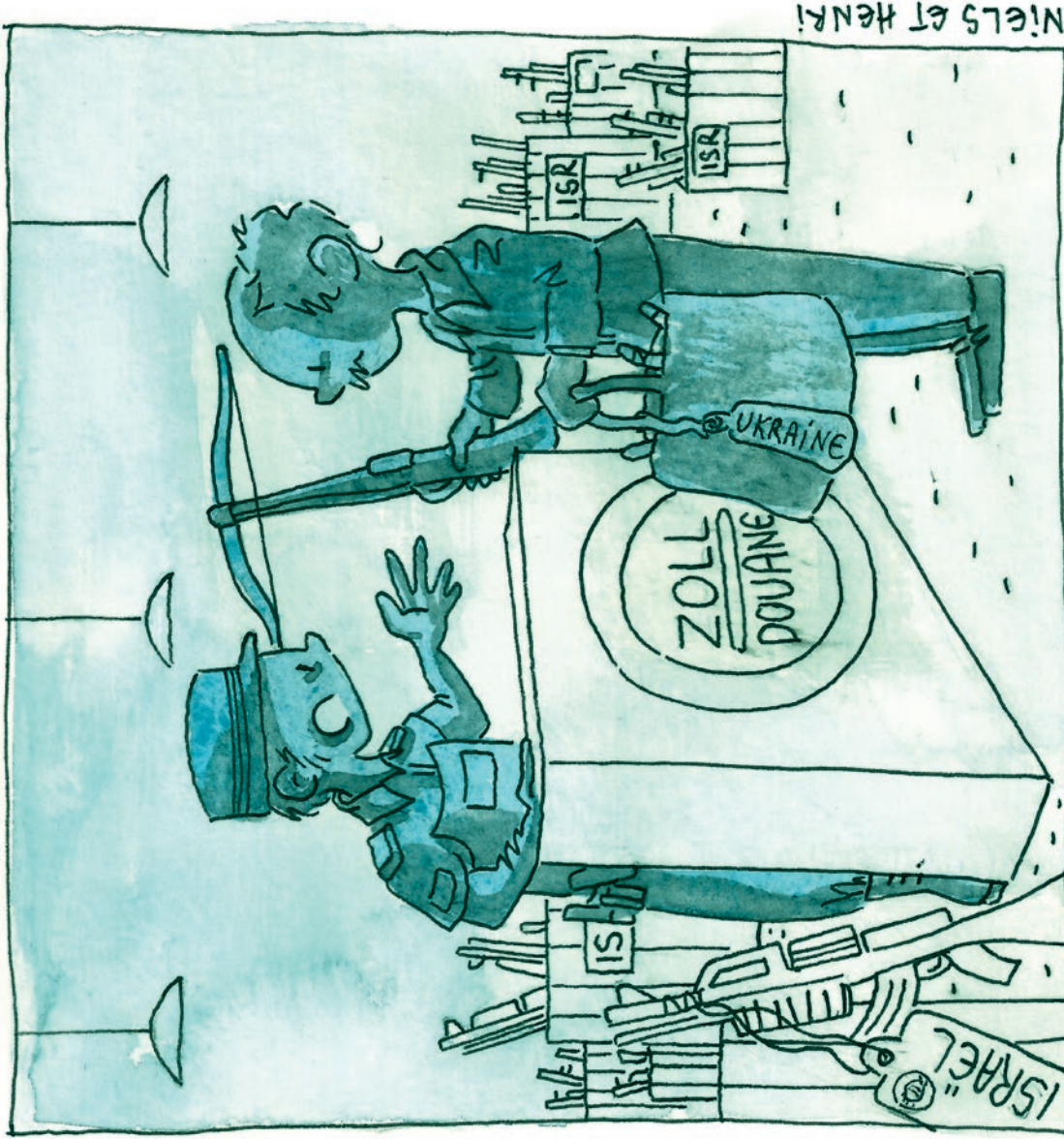
12
- 12

**Féminisme**  
La gratuité contraceptive, un premier pas

13
- 13

**Histoire**  
Le docteur honoris causa Naza : qui peut témoigner du génocide ?

14-15



NIELS ET HENRI

-MAIS VOUS N'AVEZ PAS HONTE ?! VOUS VOULEZ BRISER  
LA NEUTRALITÉ SUISSE!